

Document

«Il faut accélérer l'intégration de l'Union européenne»

(lefigaro .fr)

22 juin 2012

INTERVIEW - Guido Westerwelle, chef de la diplomatie allemande, préside un groupe de réflexion rassemblant plusieurs ministres des Affaires étrangères pour se pencher sur l'avenir de l'Union européenne. Il a accordé un entretien au Figaro et à quatre autres journaux européens.

LE FIGARO. - L'Allemagne plaide activement pour une plus grande intégration politique en Europe. Les propositions du «groupe d'avenir» sont-elles un manifeste pour une partie de l'Europe qui souhaite aller plus rapidement que les autres vers plus d'intégration?

Guido WESTERWELLE. - La crise a montré la nécessité d'accélérer l'intégration. Une faute de construction a été commise lors de la création de la monnaie unique: la politique économique et financière des pays européens n'est pas suffisamment coordonnée. Nous devons discuter sans tabous des moyens de renforcer l'Europe pour la rendre plus efficace et capable d'agir. L'Europe est plus qu'un marché commun et une monnaie unique. Elle est une communauté d'affirmation de notre culture commune.

C'est une vision à long terme, mais, avec la crise, le temps presse...

Nous ne pourrions pas résoudre les problèmes d'aujourd'hui sans nous placer dans une perspective de long terme. La réaffirmation du projet européen est la mesure déterminante pour restaurer la confiance et aussi pour surmonter la crise de la dette. Aucun investisseur ne misera sur l'Europe s'il n'a pas le sentiment que l'Europe croit en elle et travaille pour avancer. L'Europe n'est pas seulement la communauté qui nous a permis de sortir d'un siècle de guerres. Elle est aussi notre meilleure garantie de prospérité dans un monde multipolaire qui se globalise, avec de nouveaux centres de pouvoir. Si nous voulons parvenir à un résultat dans cinq ou dix ans, nous devons commencer la discussion aujourd'hui. Parce que l'intégration européenne est un processus complexe.

La montée du populisme et du nationalisme en Europe est-elle un sujet d'inquiétude pour l'Allemagne?

L'Europe est une maison dont il ne faut jamais arrêter la construction, et elle ne sera pas achevée de notre vivant. C'est pourquoi la critique contre certains développements européens est non seulement légitime, mais un devoir civique. Cependant, il faut distinguer de cela l'extrémisme antieuropéen de droite et de gauche, qui fait bouillir une soupe empoisonnée sur le feu des préjugés. Nous devons combattre l'extrémisme politique en offrant aux jeunes des perspectives d'avenir, grâce à une bonne politique économique, qui mise sur la compétitivité, la formation et les PME. Le chômage des jeunes est le plus grand moteur de l'extrémisme.

L'idée de faire élire le président de la Commission européenne au suffrage universel pourra-t-elle rapprocher les citoyens de l'Europe?

Lorsqu'il s'agit d'Europe, chacun doit surmonter ses réflexes nationaux. Cela ferait du bien à l'Europe si les prochains candidats aux élections parlementaires européennes se présentaient dans

tous les pays et s'ils devaient faire campagne à travers toute l'Europe. Celle-ci gagnerait alors des visages européens plus familiers. C'est pourquoi nous souhaitons aussi que les familles politiques présentent un candidat de tête de liste commun. Il faut éviter que les élections européennes de 2014 ne provoquent la prochaine crise en Europe, si l'abstention atteint un degré tel que plus personne ne va voter.

Les marchés réclament des décisions d'urgence, à court terme. L'Espagne emprunte à 7 %. Ce n'est plus tenable.

Nous proposons trois piliers pour les solutions d'urgence, en parallèle de la vision à long terme sans laquelle le retour de la confiance est impossible. La solidarité - l'Union européenne est disposée à faire preuve d'une grande solidarité aussi à l'égard de l'Espagne. Le pacte fiscal pour réduire les déficits - car on ne peut pas combattre une crise des déficits avec de nouvelles dettes. Un pacte de croissance - mais on ne peut pas acheter de la croissance avec des dettes. La croissance doit être le résultat de réformes structurelles, qui améliorent la compétitivité.

François Hollande a reformulé ses propositions dans son pacte pour la croissance en Europe et inscrit sa demande d'eurobonds dans un processus étalé sur dix ans. Est-ce un progrès?

Nous sommes en faveur de la solidarité et d'un pacte de croissance. À cet égard, l'Allemagne est exemplaire. Aucun pays n'a garanti autant d'argent. Cependant, avec les eurobonds, il ne s'agit plus de sommes individuelles, mais d'un mécanisme de mutualisation des dettes. L'Allemagne ne peut pas être tenue responsable pour les dettes de toute l'Europe. Ni nous ni aucun pays n'en avons les moyens.

François Hollande a-t-il commis un faux pas en invitant la troïka du SPD à l'Élysée avant même d'y accueillir la chancelière?

Je me réjouis lorsque des politiciens allemands sont accueillis par le président français. Je le vois comme un geste d'amitié envers l'Allemagne. Le président François Hollande a défié la pluie et la foudre, qui a frappé son avion, pour venir à la rencontre de la chancelière à Berlin. Il n'y a pas de plus grande preuve d'amitié. Je suis confiant sur le fait que nous écrivons ensemble une page de l'histoire européenne. Afin d'y parvenir, il faut trouver le chemin pour rapprocher quelques positions divergentes. Cela a toujours fonctionné ainsi entre la France et l'Allemagne. Pour réussir, nous devons aussi rallier à notre démarche tous les autres pays membres de l'Union européenne.

Vous avez affirmé être favorable à un allongement du calendrier pour la Grèce. La chancellerie s'y est opposée. Quelle est la position allemande?

Je me réjouis de tout cœur que le peuple grec se soit décidé pour la voie des réformes. Après le succès du référendum irlandais, c'est la deuxième fois en peu de temps qu'un peuple manifeste son sentiment proeuropéen dans des circonstances particulièrement difficiles. Les Grecs se sont prononcés en faveur de la poursuite de la politique de réformes dont nous avons convenu. Il est clair que les engagements doivent être tenus. C'est une deuxième chance qu'il ne faut pas gâcher. Cependant, du temps a été perdu à cause des deux campagnes électorales. C'est pourquoi nous attendons les recommandations de la troïka à ce sujet.

L'Italie peut-elle surmonter la crise sans aide?

L'Italie est un pays très compétitif et plein d'atouts, tout comme l'Espagne. Une fois que les réformes structurelles auront été mises en œuvre, ces pays pourront surmonter leurs difficultés. Il y

a dix ans, l'Allemagne était décrite comme le malade de l'Europe. Les retournements de fortune peuvent aller très vite.

Paris et Berlin parviendront-ils à une position commune avant le prochain Conseil européen?

Nous travaillons ensemble pour faire en sorte que ce sommet soit un succès pour l'Europe.